

**PROFESSEURE OU PROFESSEUR
EN COMMUNICATION**

Poste menant à la permanence

Le Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais sollicite des candidatures en vue de pourvoir à un (1) poste de professeur en communication, avec une spécialisation dans un des champs suivants : politiques publiques et régulation en communication, économie politique de la communication, internationalisation des communications, «cultural studies».

La personne recherchée doit être titulaire d'un doctorat en communication ou dans une discipline connexe.

La personne dont la candidature sera retenue devra avoir un programme de recherche actif dans un des champs de spécialisation du poste et avoir une bonne expérience d'enseignement universitaire. Elle devra être disposée à œuvrer au sein d'un département multidisciplinaire ; posséder des aptitudes à l'encadrement d'étudiants à tous les cycles et être disposée à offrir des services à la collectivité. Elle devra également faire preuve d'une très bonne connaissance de la langue française écrite et orale.

Traitement : Selon les dispositions de la Convention collective

Site de travail : Gatineau

Entrée en fonction : 1^{er} mai 2013 ou selon toute entente à cet effet avec l'Université

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur dossier de candidature accompagné d'un curriculum vitae détaillé, des attestations d'études pertinentes et de trois lettres de recommandation, **avant 16h30 le 18 février 2013**, à l'attention de :

Monsieur Paul Leduc Browne
Directeur du Département des sciences sociales
Université du Québec en Outaouais
Case postale 1250, succursale Hull
Gatineau (Québec) J8X 3X7

Courriel : paul.leducbrowne@ugo.ca

Téléphone : 819-595-3900, poste 2314

Télécopieur : 819-595-2384

Notes :

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

L'Université du Québec en Outaouais souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi et d'équité en matière d'emploi, et invite les femmes, les membres des minorités visibles, des minorités ethniques, les autochtones et les personnes handicapées à présenter leur candidature.